

# Déstabiliser la Guinée :

Les Diamants, Charles Taylor et  
la Possibilité d'une Catastrophe  
Humanitaire de Plus Grande  
Envergure

par Lansana Gberie<sup>1</sup>

La Guinée prétend... qu'elle est aux prises avec des rebelles financés par le Libéria; elle menace d'envahir son voisin. Voilà tous les ingrédients d'une autre guerre régionale semblable à celle qui dévaste le Congo et l'Afrique centrale.

- Éditorial, *Guardian Weekly*, 1-7 mars 2001

Ces mines [les mines de diamants du sud-est de la Guinée] intéressent au plus haut point les rebelles sierra-léoniens du RUF, téléguidés par Charles Taylor, l'ex-chef guérillero, devenu président du Libéria. Avidé de pierres précieuses, ce dernier est de surcroît l'ennemi personnel de son homologue guinéen, Lansana Conté. Il lui reproche notamment d'offrir depuis des années l'asile à une faction de Libériens antigouvernementaux, l'ULIMO.

- *L'Express*, 1er mars 2001

En septembre 2000, le Front révolutionnaire uni (RUF) de la Sierra Leone attaquait une série de villes frontalières guinéennes tout juste au sud de la capitale, Conakry. Cette région était devenue la terre d'accueil de dizaines de milliers de réfugiés sierra-léoniens, fuyant les attaques de civils à l'intérieur de la Sierra Leone, dans le cadre de la campagne de terreur et de destruction du RUF, qui durait depuis 10 ans dans ce pays. Peu de temps après, le RUF a attaqué des villes et villages guinéens dans la région du pays dite du « Bec du perroquet », à partir de la Sierra Leone et de

## L'étude

*Déstabiliser la Guinée : Les diamants, Charles Taylor et la possibilité d'une catastrophe humanitaire de plus grande envergure* est un document hors série du Projet sur les diamants et la sécurité humaine, une initiative conjointe de Partenariat Afrique Canada (Ottawa), du International Peace Information Service (Anvers) et du Network Movement for Justice and Development (Freetown). Le projet a pour but de faire la lumière sur le commerce des diamants de guerre et d'aider à y mettre un terme. Le document est le fruit d'un long séjour en Afrique de l'Ouest d'un des chercheurs du projet, Lansana Gberie, en 2001. Il traite des attaques dévastatrices lancées contre la Guinée, en 2000 et 2001, par les rebelles sierra-léoniens, et soutient que l'objectif s'inscrivait dans un stratagème plus vaste visant à déstabiliser la région et à donner suite aux ambitions économiques régionales du président du Libéria, Charles Taylor, où les diamants figurent en bonne place. Les points de vue exprimés dans ce document sont ceux de l'auteur et du projet, et ne reflètent pas nécessairement ceux des organismes qui appuient le projet.



divers points le long de la frontière libérienne. Il a causé à cet endroit beaucoup plus de destruction et de bouleversements, chassant les Guinéens de leurs foyers, de même que jusqu'à 75 000 réfugiés sierra-léoniens qui habitaient du côté guinéen de la frontière depuis plusieurs années.

La violence qui a frappé la Guinée entre septembre 2000 et le milieu de 2001 a attiré très peu d'attention de la part des médias de la planète, sauf à titre de parenthèse humanitaire dans le conflit plus notoire sévissant dans la Sierra Leone voisine<sup>2</sup>. Toutefois, confronté, durant une visite en Guinée en février 2001, à des scènes désolantes de réfugiés sierra-léoniens et libériens désespérés fuyant l'escalade de la violence, le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Ruud Lubbers, a qualifié la situation de « pire crise de réfugiés au monde ». Sans la moindre ironie - mais peut-être avec un certain désespoir - Lubbers a ensuite fait appel à ce qu'un important journal occidental a qualifié, de manière pittoresque, de « conscience humanitaire des rebelles du RUF de la Sierra Leone<sup>3</sup> » qui perpétreraient la violence. Pour ne pas être en reste, le magazine *Focus on Africa* de la BBC a coiffé de façon éloquente son reportage sur la violence : « Guinée : aucun refuge » et a conclu par ce qui suit : « Sans

aucun signe de solution politique à ce conflit régional complexe, l'avenir de ces réfugiés et du nombre croissant de Guinéens déplacés par le conflit demeure sombre<sup>4</sup> ». On n'offrirait toutefois aucune analyse de la nature du conflit.

Au début de la violence, les Guinéens eux-mêmes semblaient tout aussi confus. En septembre 2000, après les attaques des rebelles sur Forecariah, à moins de 100 km de la capitale Conakry et lieu d'accueil de dizaines de milliers de réfugiés de la Sierra Leone et du Libéria, le président de la Guinée, Lansana Conté, a diffusé une déclaration incendiaire à la radio et à la télévision d'État. Il a jeté le blâme pour les incursions sur les réfugiés, provoquant des attaques généralisées par la police, les soldats et la milice civile de la Guinée contre des réfugiés déjà traumatisés<sup>5</sup>. Les attaques sur Forecariah, par les rebelles du RUF à partir de Kabala, une ville sierra-léonienne proche de la frontière guinéenne, étaient destinées à faire diversion; les rebelles se sont retirés sans beaucoup de résistance après une contre-attaque des forces guinéennes. Des incursions mieux planifiées et mieux coordonnées devaient suivre de près, toutefois. En janvier 2001, le RUF est passé de la Sierra Leone et du Libéria dans les riches régions diamantifères des

environs de Macenta (dans ce qu'on appelle la région forestière), de Madina Oula (près de Kindia) et de l'importante ville commerçante de Guéckedou qui, à l'instar de Forecariah, accueillait des dizaines de milliers de réfugiés<sup>6</sup>. Les attaques sur Macenta et la destruction de Guéckedou ont alarmé et alerté les Guinéens quant à la gravité de la crise. Les attaques ont vite fait tache d'huile, menaçant d'envahir les districts diamantifères des environs de Bonankoro.

Au départ, la situation a suscité la panique et la confusion, que ne traduit que trop bien la réaction des intellectuels et politiciens guinéens : « Force est de reconnaître que nous sommes aux prises avec une vraie rébellion », observait un auteur dans un hebdo populaire, « et qu'il sera nécessaire de recourir au dialogue ou de nous préparer à une longue guerre... Ce dialogue devrait être tout d'abord interne, entre le pouvoir et l'opposition démocratique, et ensuite la société civile... Cela fait, nous pourrions ensuite commencer le dialogue externe<sup>7</sup>. »

Il y avait de bonnes raisons de s'inquiéter d'une éventuelle « rébellion » interne. La Guinée, à l'instar du Libéria et de la Sierra Leone avant les guerres qui les ont essentiellement détruits, avait été gouvernée durant des années par des autocrates, et le pays est

l'un des plus pauvres au monde. Après le décès, en 1984, de Sekou Touré, le démagogue qui avait occupé durant bien des années la présidence de la Guinée, le nouveau président, Lansana Conté, a libéralisé l'économie et mis en place de nouvelles institutions démocratiques. Mais le naturel reprenant rapidement le dessus, le régime a truqué les élections et s'est transformé en ce qu'un hebdomadaire français a qualifié, non sans exagérer, de « kleptocratie au profit d'une insolente nomenklatura de quelques dizaines de familles... politiquement en faillite<sup>8</sup> ». Le principal leader de l'opposition, Alpha Condé, a été emprisonné jusqu'en mai 2001, ayant été condamné en septembre de l'année précédente par la Cour de sécurité de l'État sur la foi d'accusations inventées de toutes pièces. Par conséquent, malgré le profond dégoût inspiré aux Guinéens par les rebelles attaquants, la population locale de même que certains bailleurs de fonds étrangers de la Guinée étaient anxieux quant à ce que pourrait symboliser la situation d'ensemble. Comme l'a dit l'influent hebdo français, *L'Express* : « On s'interroge : comment aider la Guinée sans donner l'impression de soutenir le régime antidémocratique de Lansana Conté<sup>9</sup>? »

Voilà le type de confusion qui profite au principal commanditaire et bénéficiaire d'une panoplie de crises

Photo : Ian Smillie



*Ruines de la préfecture à Guéckedou, mai 2001*



*Ruines de l'hôpital à Guékédou, mai 2001*

en Afrique de l'Ouest, le président du Libéria, Charles Taylor. Car, en dépit de l'apparente participation de certains dissidents guinéens, la violence en Guinée a eu peu à voir avec la politique, la gouvernance ou Lansana Conté. Elle a beaucoup, sinon tout à voir avec la quête de récompenses et d'avantages économiques de Taylor. Comme le disait *L'Express*, après avoir ravagé le Libéria et la Sierra Leone, Taylor avait maintenant fait porter son attention sur la Guinée, surtout sur les terres forestières du sud-est du pays, une région « riche en bois, en papayes et en mangues, qui l'est hélas aussi en mines de diamants<sup>10</sup> ». Cette région possède en fait des réserves de diamants estimées à 25 millions de carats, d'une valeur bien supérieure à deux milliards de dollars<sup>11</sup>. Le rapport publié en 2000 par Partenariat Afrique Canada et intitulé *Le coeur du problème : La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*, établissait un lien direct entre la violence dans ce pays, l'aptitude du RUF à faire la guerre, et ses capacités d'obtenir des diamants à ses propres fins et pour son mentor libérien, Charles Taylor. Un rapport

publié par la suite par le groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies<sup>12</sup> établissait encore plus clairement les liens.

Le conflit en Guinée, comme le conflit en Sierra Leone, qui semble en voie de se résorber, porte essentiellement sur les ressources - une campagne rapace et mercenaire pour la richesse. En raison de leur faible taille et de leur grande valeur, les diamants occupaient sans doute beaucoup de place dans les réflexions du RUF et du Libéria, qui espéraient répéter ce qu'ils avaient accompli en Sierra Leone. On a largement fait fi de cette réalité, parce qu'à la différence de la Sierra Leone, les diamants n'ont jamais été un facteur d'importance dans l'économie ou la politique de la Guinée. Les diamants de la Guinée sont toutefois bien réels et exercent un important pouvoir d'attraction sur d'autres acteurs. Ce document examinera la nature de l'industrie guinéenne des diamants, ses relations avec les troubles récents et la nature des forces en jeu.

# Les Diamants de la Guinée

---

La Guinée est un pays de l'Afrique de l'Ouest beaucoup plus grand qu'il n'y paraît, environ de la taille du Royaume-Uni. Son premier produit d'exportation est le bauxite, dont la Guinée possède le tiers des réserves connues de la planète. La Guinée produit aussi de l'or et du fer, et a des réserves de nickel, d'argent, de cuivre et de graphite de manganèse. Le pays a retenu brièvement l'attention du monde en 1958, lorsqu'il a rejeté la communauté franco-africaine proposée par Charles de Gaulle, optant plutôt pour l'indépendance complète et sombrant ensuite dans la pauvreté et la répression. Mais l'histoire des diamants commence plus tôt.

C'est un prospecteur irlandais installé à Guéckedou qui a été le premier à découvrir des diamants en Guinée, en 1932; l'exploitation commerciale a débuté en 1936. La prospection s'était déroulée sous les auspices du British Consolidated African Selection Trust (CAST), qui a par la suite (1934) découvert d'immenses réserves dans la région forestière, surtout dans les environs de Macenta. La majorité des actions du CAST, à l'origine une société indépendante formée pour exploiter deux concessions de diamants au Ghana au cours des années 1920, ont, à terme, été rachetées par le Selection Trust Limited, du R.-U., l'un des plus grands conglomérats miniers de l'époque<sup>13</sup>.

Mais la Guinée était alors une colonie française, et les lois françaises coloniales sur les mines affirmaient que l'exploitation du minerai ne pouvait être effectuée que par des ressortissants français et du capital français. CAST a surmonté cette difficulté en créant un « syndicat », en embauchant un directeur commercial français, le vicomte C. de Breteuil, et en transmettant des fonds à Paris et à Dakar par l'entremise d'une société fictive appelée la Mexican Selection Trust Ltd<sup>14</sup>. Le « syndicat » a obtenu une licence générale de prospection couvrant les régions de Kissidougou, Macenta et Kankan en 1934, et plusieurs autres gisements ont été découverts dans les années qui suivirent. La qualité et la quantité n'avaient toutefois rien en commun avec ce qui avait été découvert en Sierra Leone au cours des années 1930. En mars 1934, le « syndicat » a été liquidé et

remplacé par une autre société nommée Société Anonyme d'Exploitation Minière en Afrique Occidentale (MINAFRO), qui a émis un capital de 1,5 million de francs, dont CAST détenait 78,3 p. 100. Une filiale de la MINAFRO, SOGUINEX (Société Guinéenne de Recherches et d'Exploitation Minières) a été créée en 1936 avec un capital de quatre millions de francs, le capital de la MINAFRO étant passé à cinq millions. La SOGUINEX a débuté l'exploitation minière en 1936 tandis que la MINAFRO poursuivait sa prospection dans d'autres colonies françaises. En 1939, la région minière de la Guinée avait été mieux développée, avec la construction de routes et de camps. Quatre mines, toutes dans la même région, à Baradou, Fenaria, Feredou et Banankoro, étaient en exploitation : de 1935 à 1939, la production totale a atteint 193 014 carats<sup>15</sup>.

Survint ensuite la Seconde Guerre mondiale. L'administration coloniale en Guinée a appuyé le régime de Vichy, pro-nazi, ce qui a occasionné des problèmes à la SOGUINEX, de propriété britannique. Les Allemands ont révélé la filière britannique au gouvernement de Vichy et, en 1942, un holding à majorité française a été créé pour contrôler la société; les avoirs de la SOGUINEX en Grande-Bretagne sont passés au Custodian of Enemy Property. Après la guerre, la société a été réorganisée, réunissant un capital autorisé équivalent à 30 000£, dont CAST détenait 36,5 p. 100, l'administration coloniale française, une part globale de 36,75 p. 100, et la Banque de l'Indo-Chine, 15 p. 100. Le siège de la société est demeuré à Paris et CAST a poursuivi son rôle de gestionnaire technique.

Au cours des années 1950, les événements dans les régions diamantifères de la Sierra Leone voisine ont commencé à exercer un profond effet sur l'industrie du diamant en Guinée. En 1956, le pouvoir colonial en Sierra Leone a lancé une vaste opération pour expulser les « étrangers » - les dizaines de milliers de mineurs étrangers illicites qui travaillaient dans les riches gisements de diamants de Kono. Une forte proportion de ces personnes provenaient de la Guinée française, et de 18 000 à 30 000 d'entre elles sont

retournées en Guinée, complètement indigentes et désespérées. Bon nombre se sont installées dans la région de Farmorodu, à quelque 30 milles au nord de la base de la SOGUINEX, à Fenaria, et ont immédiatement commencé à exploiter - illégalement - les concessions de la société. Sur le plan politique, il n'était pas souhaitable de les expulser, puisque la majorité était membre du Parti démocratique de Guinée (PDG), un parti de plus en plus puissant dirigé par Sekou Touré. Quoi qu'il en soit, les mineurs illicites étaient trop bien organisés et possédaient même leur propre force « policière »<sup>16</sup>.

La solution sierra-léonienne, soit la légalisation des activités des mineurs africains, a été adoptée à titre de compromis : en janvier 1957, la SOGUINEX a accepté la proposition du gouvernement de céder une partie de ses concessions à ces mineurs, en retour d'une indemnité de 70 millions de francs CFA et d'un accord officiel par lequel le gouvernement s'engageait à protéger les concessions dont la société demeurerait propriétaire. Les autorités ont ensuite organisé les mineurs en coopératives, auxquelles ceux-ci versaient des droits d'adhésion annuels.

En avril 1957, après le succès du PDG aux élections, les chercheurs de diamants sont devenus plus militants; ils ont commencé à envahir les concessions « protégées » de la SOGUINEX, prétendant qu'aucune société étrangère ne les empêcherait d'exploiter leurs propres terres. Ces invasions jouissaient de l'appui tacite de la direction du PDG, qui recevait des contributions considérables des mineurs. Les attaques contre les mineurs par les « pelotons mobiles » coloniaux - la force coloniale de sécurité interne de la France, toujours contrôlée à partir du quartier général pour l'Afrique de l'Ouest francophone à Dakar - n'ont fait qu'aggraver les tensions. L'année suivante, la Guinée a opté pour l'indépendance et les Français se sont retirés du pays. Dans un geste extraordinaire de grossièreté et de vandalisme, les Français ont emporté avec eux dans leur retraite une foule de choses allant des archives coloniales et des plans de développement aux ampoules électriques, en passant par la vaisselle de la résidence du gouverneur et les récepteurs téléphoniques. Ils ont détruit ce qu'ils ne pouvaient emporter avec eux. Ils ont même vidé les pharmacies

et brûlé les médicaments<sup>17</sup>. Par la suite, ils ont fait campagne dans l'ensemble du monde occidental pour isoler le nouveau pays africain. Nouvellement indépendante, la Guinée a adopté des politiques économiques socialistes, cherchant à se faire des amis dans le Bloc de l'Est et parmi les autres pays en développement. Toutes les industries, y compris les mines de diamants, ont été nationalisées.

Les mineurs guinéens fonctionnaient toutefois plus ou moins comme ils l'avaient toujours fait. En 1959, on estime à 41 000 le nombre de chercheurs de diamants en activité, dont environ la moitié étaient enregistrées. Comme en Sierra Leone, l'extraction des diamants était fondée sur un système de « tributeurs », les mineurs étant « appuyés » par un « masta » qui leur fournissait des aliments et du matériel d'extraction minière de base. En 1959, on dénombrait 4 000 « mastas »<sup>18</sup>. Bien qu'on ne dispose d'aucun chiffre précis sur la production, un auteur a laissé entendre que de 1957 à 1961, la production des chercheurs de diamants a dépassé le total de la production de la société pour la période 1936 à 1961<sup>19</sup>. En 1956, une année pour laquelle on dispose de données officielles, la production informelle a totalisé 53 500 carats, mais ce chiffre est sous-estimé étant donné la contrebande rampante. Une forte proportion des diamants guinéens entraient en contrebande à Koidu, en Sierra Leone, ou au Libéria, puisque ces deux endroits payaient les pierres en dollars, d'une grande valeur dans une Guinée de plus en plus isolée sur le plan économique<sup>20</sup>.

En 1961, le nouveau gouvernement a fondé l'Entreprise Guinéenne d'Exploitation de Diamants (EGED), une entreprise d'État chargée de reprendre les éléments d'actif de la SOGUINEX et de la BEYLA (La Société Minière de Beyla), une autre société française créée en 1953. À cette époque, le gouvernement mettait davantage l'accent sur la production de bauxite, qui n'a pas tardé à représenter 95 p. 100 des recettes d'exportation du pays. En 1964, le gouvernement, reconnaissant l'état moribond de l'industrie du diamant, a assoupli les contrôles de l'État et favorisé un regain d'intérêt de la part des occidentaux. Un consortium de la CAST a tenu plusieurs réunions avec le gouvernement pour discuter de la prospection minière. Mais la situation

**Tableau 1. Exportations et importations de diamants bruts :**  
**Guinée, Belgique et R.-U., 1995-1999** (carats × 1000; en millions de dollars US)

Année	1995		1996		1997		1998		1999	
	ct	\$US	ct	\$US	ct	\$US	ct	\$US	ct	\$US
Exportations guinéennes vers la Belgique	329	18,2	246	15,8	255	25,7	312	27,6	309	26,2
Importations belges de la Guinée	780	26,2	440	83,7	533	108,2	596	116,1	554	127,1
Exportations guinéennes vers le R.-U.	118	16,2	112	18,5	s.o.	s.o.	39	10,4	35	11,8
Importations britanniques de la Guinée		Rien en 1995 et 1996; négligeables en 1999 (124 000£) et 1998 (406 000£)							84	6,4

Source : Statistiques officielles de la Belgique, du R.-U. et de la Guinée

politique continuait de décourager les éventuels investisseurs occidentaux, notamment en raison de l'implication technique des Soviétiques dans les régions diamantifères. En 1969, des divergences politiques entre l'Union Soviétique et la Guinée ont entraîné une chute de la production; en 1973, les activités officielles d'extraction de diamants ont été interrompues. L'extraction artisanale illégale s'est toutefois poursuivie, surtout dans la région de Banakoro. Des initiatives de la part des sociétés américaines Harry Winston Inc. et Diamond Distributors of New York, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, n'ont à peu près rien donné. En 1981 toutefois, on a accordé des droits d'exploration à l'ancienne SOGUINEX, contrôlée par des Britanniques. C'est ainsi qu'est née l'ARETOR (Association pour la Recherche et l'Exploitation du Diamant et de l'Or). Dans sa première incarnation, l'ARETOR constituait un drôle de couple, étant moitié propriété du gouvernement de la Guinée et moitié d'ARETOR Holdings. ARETOR Holdings, une entreprise australienne, a organisé le financement par actions par l'Australian Oil and Gas Company (79,2 p. 100), la Société Financière Internationale de la Banque mondiale (11,3 p. 100), un négociant en diamants de Londres (Industrial Diamond Company - 5 p. 100), le Banker's Trust et un marchand de laine

suisse. Elle jouissait aussi d'un financement par emprunts de banques américaines et ouest-allemandes, dont la plupart étaient assurées par l'Overseas Private Investment Corporation, un organisme du gouvernement américain. L'ARETOR a exploité la principale mine de Guinée, située à Banakoro, jusqu'en 1994; la mine a toutefois été fermée en raison des attaques persistantes des mineurs artisans<sup>21</sup>.

De 1981 à 1994, on a assisté à une transformation profonde du climat des affaires en Guinée. Le dictateur de longue date du pays, Sekou Touré, est mort à l'hôpital en 1984 et les militaires, sous la direction du Colonel Lansana Conté - un rude soldat, têtu et taciturne - ont pris le pouvoir. Conté a assoupli les contrôles de l'État et invité les investissements privés, tant locaux qu'étrangers. Le nouveau gouvernement a publié un code d'investissement qui a conféré un traitement préférentiel aux « entreprises valorisant les ressources naturelles et les matières premières locales ». De telles entreprises devaient recevoir « pendant les cinq premières années fiscales à compter du début des opérations, une déduction des bénéfices passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux égale à 20 p. 100 de la valeur des biens de consommation intermédiaires d'origine guinéenne ».

Et les entreprises et investisseurs étrangers devaient « jouir des mêmes droits et bénéficier de la même protection que les nationaux guinéens », avec certaines réserves<sup>22</sup>. En 1999, 14 sociétés détenaient des permis d'exploration dans le seul secteur de l'extraction de diamants. AREDOR First City Mining, désormais propriété à 85 p. 100 d'une société canadienne, Trivalence<sup>23</sup>, et à 15 p. 100 du gouvernement, demeurait le principal intervenant. En 1998, les découvertes d'AREDOR représentaient 19 000 carats, dont plus de 70 p. 100 (ce qui est typique) étaient de qualité gemme<sup>24</sup>. En 1999, la société a rénové ses trois usines et a accru la production en conséquence. En 2000, elle a réalisé huit ventes à Conakry (par appels d'offres, auxquels ont participé des diamantaires de l'Europe et d'ailleurs), vendant plus de 33 000 carats pour la somme de 15,3 millions de dollars US, une augmentation de 89 p. 100 par rapport à l'année précédente. Au début de 2001 toutefois, le chiffre d'affaires a diminué considérablement.

Les autres sociétés, certaines à propriété canadienne (p. ex. la Hymex Diamond Corp., de Vancouver), sont de petite envergure et en sont encore, pour la plupart, à l'étape de la prospection. Il existe huit bureaux d'achat officiels en Guinée, chacun versant des droits de 50 000 \$ par année au gouvernement. En 1999, De Beers a fermé Dicorp, son bureau d'achat en Guinée, qu'elle exploitait depuis une dizaine d'années, lorsqu'est apparue la question des « diamants de guerre ».

Les mineurs artisans, essentiellement illicites, poursuivent leurs activités. La contrebande demeure un grave problème pour le gouvernement, que ce soit en provenance ou en direction de l'étranger, jusqu'à la moitié de la production annuelle échappant aux contrôles du gouvernement. C'est donc dire qu'il est relativement simple pour des négociants internationaux de diamants sans scrupules d'utiliser la Guinée comme point de transit pour les diamants de guerre de la Sierra Leone ou pour des diamants illicites d'autres parties du monde. L'absence d'un système de certification international coordonné ou même de vérifications statistiques élémentaires entre les gouvernements des pays exportateurs et

importateurs rend possibles à peu près tous les types de fraude en ce qui a trait aux diamants.

Le tableau 1, par exemple, montre que bien que la Guinée ait officiellement exporté 1,45 million de carats vers la Belgique de 1995 à 1999, la Belgique a importé 2,9 millions de carats. La valeur déclarée des exportations guinéennes était de 113,5 millions de dollars, tandis que la valeur déclarée des importations belges en provenance de la Guinée était de 461,3 millions de dollars. On relève des écarts semblables dans les statistiques commerciales entre la Guinée et le R.- U., le deuxième plus grand importateur de diamants bruts de la Guinée.

Les écarts étaient si prononcés, en fait, que le groupe d'experts sur la Sierra Leone du Conseil de sécurité des Nations Unies a formulé la recommandation suivante en décembre 2000 : « Dans l'immédiat, et en l'absence d'un tel système, il est recommandé d'exiger de tous les pays d'Afrique de l'Ouest exportateurs de diamants, et tout particulièrement de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, qu'ils appliquent des systèmes de certification analogues à celui adopté par la Sierra Leone, et ce afin de protéger leur industrie diamantaire et d'empêcher qu'ils ne soient mêlés au trafic de diamants de guerre. Si ces pays ne se sont pas exécutés dans un délai de six mois, le Conseil de sécurité devrait imposer un embargo international sur les diamants qui en proviennent<sup>25</sup>. »

La Guinée a pris note de la recommandation et du problème, et de concert avec le Conseil supérieur du diamant de la Belgique, son Bureau National d'Expertise de Diamants et autres Gemmes (BNE) a mis en place un système de certification pour les exportations de diamants guinéens. Ce système est entré en service en juin 2001 et l'on prévoit que certains des écarts entre les chiffres belges et guinéens disparaîtront. La Belgique a elle aussi resserré ses contrôles sur les importations de diamants. Tant qu'il n'y aura pas de système de certification international, toutefois, l'échappatoire qu'exploitaient les négociants qui faisaient affaire entre la Guinée et la Belgique pourra être utilisé par les négociants faisant affaire entre la Guinée et d'autres pays qui ne sont pas partie au système de certification.

# Le Front Politique et Militaire

Dans les villes, la population a acquis l'habitude de vivre des miettes de la société, du vol et des trafics de toutes sortes. La production est abandonnée; il en résulte un marché parallèle, des pénuries réelles ou créées, et des augmentations de prix. On décourage l'esprit d'initiative... Le vol et la corruption règnent.

- Le président Lansana Conté, discours prononcé en 1997<sup>26</sup>

Comme nous l'avons signalé ci-dessus, la Guinée a déclaré son indépendance de la France en 1958 sous la direction de son nouveau dirigeant charismatique, l'ancien syndicaliste Sekou Touré, qui a déclaré d'un ton provoquant : « Quant à nous, nous avons un premier besoin indispensable, celui de notre dignité. Or, il ne saurait y avoir de dignité sans liberté... Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage<sup>27</sup>. » Les Guinéens devaient bientôt réaliser que la pauvreté n'était pas propice à la liberté ou à la dignité humaine. La réaction des Français à cette provocation a été rapide et extraordinairement brutale : ils se sont retirés immédiatement de leur ancienne colonie, laissant derrière eux une population à 90 p. 100 illettrée, qui ne comptait que trois diplômés universitaires. Le Ghana, nouvellement indépendant, a prêté 10 millions de livres à la Guinée et le Bloc de

l'Est s'est empressé de l'aider. Mais les ravages des Français étaient tels que seule une assistance soutenue pouvait faire une différence; on entendait même dire que le nouveau pays ne survivrait pas à son premier anniversaire. Il l'a fait, mais au prix de la liberté et de la richesse. Le tableau 2 présente les indicateurs économiques et sociaux actuels, et compare la Guinée aux autres pays de la région. On remarquera que bien que le PIB par habitant de la Guinée soit considérablement plus élevé que celui de ses voisins - grâce essentiellement au succès de son industrie minière - ses indicateurs sociaux sont aussi mauvais ou pires que ceux de la plupart des autres pays.

Sekou Touré a imposé un régime autocratique qui interdisait toute opposition, a fait de son PDG le facteur dominant dans le pays, dirigeant, de son propre aveu, « la vie de la nation; les dimensions politique, judiciaire, administrative, économique et technique de la Guinée<sup>28</sup> ». On a découragé l'investissement étranger; il n'y a eu à peu près aucun développement des infrastructures; et peu de temps après l'indépendance, le pays a souffert de pénuries alimentaires, d'un chômage élevé, de l'inflation et de la contrebande généralisée. Des centaines de milliers de Guinéens se sont enfuis vers des pays voisins et



Photo : Ian Smillie

*Ruines de la concession des Nations Unies (Guékedou) après une attaque du RUF, mai 2001*

**Tableau 2. Quelques statistiques sur le développement régional**

Pays	Espérance de vie à la naissance	Alphabé- Literacy des adultes	PIB par tisation (US\$)	% de la population sans accès			Position sur l'indicateur du développement humain du PNUD, 2000
				aux services de santé	à l'eau potable	aux installations sanitaires	
Burkina Faso	44,7	22,2	870	30	58	63	172
<b>Guinée</b>	<b>46,9</b>	<b>36</b>	<b>1728</b>	<b>55</b>	<b>54</b>	<b>69</b>	<b>162</b>
Libéria	58,2	39,3	150	50	58	17	158
Mali	53,7	38,2	681	80	34	94	165
Niger	48,9	14,7	739	70	39	81	173
Sierra Leone	37,9	31	458	64	66	89	174

*Remarque :* Les chiffres sont ceux de 1998, tirés du *Rapport mondial sur le développement humain 2000*, du PNUD. Les chiffres pour le Libéria sont de 1997 et sont tirés de *Liberia: Development Cooperation Report 1996-7*, PNUD, Monrovia.

à l'étranger, craignant à la fois le règne de terreur de Touré (les opposants étaient emprisonnés et affamés à mort) et l'escalade des épreuves économiques<sup>29</sup>.

Lorsque Lansana Conté a repris la république en faillite et appauvrie, en 1984, il a tenté de libéraliser à la fois la politique et l'économie, mais il y avait des limites. En 1993, il a tenu des élections présidentielles et parlementaires, élections largement considérées comme frauduleuses; en 1996, il a écrasé une mutinerie de l'armée, motivée par des questions salariales. Quelques-uns des soldats en cause ont été condamnés à mort; d'autres sont morts en prison et certains se sont enfuis sans laisser de traces, le plus en vue d'entre eux étant un certain commandant Gbago Zoumanigui, un ancien ministre de Conté<sup>30</sup>. Les Guinéens croient que Zoumanigui s'est enfui en Côte d'Ivoire et ensuite au Libéria, où il aurait rejoint Mohamed Touré, fils du premier dirigeant de la Guinée qui vivait alors sous la protection de Charles Taylor à Monrovia.

Les événements à l'extérieur de la Guinée, au Libéria et en Sierra Leone allaient bientôt avoir de profondes répercussions sur le pays. Charles Taylor a lancé en 1989 sa guerre pour le pouvoir au Libéria. Dans une tentative d'apaiser ce pays ravagé, une force

de maintien de la paix ouest-africaine, appelée ECOMOG, a été créée et a contrecarré à plusieurs reprises les efforts de Taylor au début des années 1990. Bien que le principal pays contribuant à l'ECOMOG ait été le Nigéria, la Guinée et la Sierra Leone ont tous deux contribué des troupes et des installations de ravitaillement, se méritant ainsi l'inimitié permanente de Taylor. En 1997, Taylor - le cerveau à la fois des guerres libérienne et sierra-léonienne - a intimidé les Libériens jusqu'à ce qu'ils élisent président de cette république en morceaux. Il s'est ensuite mis à brutaliser l'opposition politique, assassinant certains de ses membres et contraignant les autres à l'exil. Presque immédiatement, l'ULIMO, une des armées qui avaient combattu au cours de la guerre civile libérienne et qui avaient signé, en 1996, l'accord d'Abuja, qui avait mis un terme à cette guerre, a renoncé à l'accord en raison des violations persistantes de Taylor, pour s'enfuir en Guinée. Dans ce pays, les combattants de l'ULIMO se sont vu offrir un refuge par Conté, qui était loin d'être l'ami de Taylor. On estime leur nombre à 3 000, installés surtout autour du mont Nimba, du côté guinéen de la frontière. Ces forces de l'ULIMO se sont par la suite fusionnées avec d'autres groupes de l'opposition pour constituer le groupe Liberians United for

Reconciliation and Democracy (LURD)<sup>31</sup>. Au milieu de 2001, le LURD se vantait de compter 10 000 membres et d'avoir occupé avec succès le comté de Lofa, au Libéria, coupant les liaisons routières vers Gbarnga, une place forte de Taylor au cœur du Libéria<sup>32</sup>.

Plus tôt, les forces de Taylor avaient lancé des attaques contre des villes frontalières guinéennes à la suite de la fuite de l'ULIMO vers la Guinée, en 1997. C'est pourquoi le président Conté a décidé d'armer l'ULIMO et d'appuyer ses incursions en Libérie. Les premières incursions n'étaient pas sérieuses et l'ULIMO elle-même est devenue si impopulaire en Guinée qu'il a été question de lui demander de quitter le pays. Vinrent ensuite les attaques du RUF contre Forecariah, et les attaques subséquentes du RUF, orchestrées par Taylor, sur Macenta, Kissidougou et Guéckedou. La situation a presque dégénéré en guerre entre la Libérie et la Guinée, les Libériens et leurs alliés du RUF ciblant principalement les régions forestières riches en ressources du sud-ouest de la Guinée. La seule présence de l'ULIMO en Guinée ne saurait expliquer le fait qu'on soit allé si loin; la poussée vers le nord, au-delà des bastions de l'ULIMO, était animée par des motifs économiques aussi bien que militaires et politiques.

La Guinée a réagi proportionnellement. Après septembre 2000, lorsque les attaques ont débuté, la Guinée, avec l'aide des États-Unis (qui exécutent un programme de formation annuel C- JET avec l'armée guinéenne) et de la France, a acheté certains hélicoptères blindés et certains vieux bombardiers MiG, qui ont servi à pilonner les bases rebelles tant en Sierra Leone qu'au Libéria. La Guinée a également aidé à former plus de 1 000 Donsos (le nom kono pour les Kamajors ou les Forces de défense civile) en provenance du district de Kono, en Sierra Leone, les déployant contre le RUF. Les Britanniques, qui ont un engagement militaire ouvert envers la Sierra Leone, ont compris le danger qu'une escalade du conflit ferait courir à leur position en Sierra Leone, et ont fourni un soutien à l'armée guinéenne, notamment sur le plan du renseignement.

Le RUF et ses alliés libériens ont tous deux été gravement malmenés par les forces guinéennes et le LURD; lorsque les Forces de défense civile (CDF) sierra-léoniennes ont lancé des attaques, au début de 2001, contre les positions du RUF dans le district de Kono, riche en diamants, le RUF n'a pu réunir que 50 combattants pour assurer les renforts et, dans un revirement étrangement ironique, a fait appel à l'UNAMSIL - créée pour stopper le RUF - afin qu'elle se déploie dans les régions pour empêcher que le RUF ne soit complètement mis en déroute par les CDF<sup>33</sup>. Des rapports antérieurs avaient affirmé que Taylor avait fait appel à des combattants du RUF en Sierra Leone pour qu'ils viennent au Libéria l'aider à défendre sa position contre le LRUD; et des fonctionnaires de l'ONU en Sierra Leone ont rapporté que Mohamed Touré aurait été vu à Kono, recrutant des combattants du RUF pour Taylor, en leur offrant un paiement initial de 300 \$US par soldat<sup>34</sup>.

Il est peu surprenant que le RUF ait organisé un cessez-le-feu avec la Sierra Leone à compter de novembre 2000. Cette démarche lui a donné la latitude nécessaire pour mener ses attaques contre la Guinée au cours des cinq mois suivants, attaques qui se sont prolongées de septembre 2000 à avril 2001. Pas surprenant non plus que, meurtri par les contre-attaques guinéennes et face au cauchemar logistique d'une longue saison des pluies, le RUF signe des accords de paix avec le gouvernement de la Sierra Leone, l'UNAMSIL et les CDF, en mai 2001. Ces gestes sont peut-être aussi motivés par les soucis occasionnés à Charles Taylor par ses propres problèmes internes, notamment les sanctions de l'ONU contre les exportations de diamants et les importations d'armes par le Libéria ainsi que sur les déplacements des membres du Cabinet et des hauts fonctionnaires libériens, qui sont entrés en vigueur, par hasard, en mai 2001. En septembre 2001, la démobilisation du RUF semblait aller rondement dans les régions diamantifères de la Sierra Leone. Il reste à voir si les accords de paix tiendront et quelles mesures seront mises en œuvre par l'UNAMSIL pour prendre en charge l'extraction des diamants, qui était jusque là sous l'emprise du RUF.

# Conclusions

---

La Guinée est un pays pauvre, mais elle a pris son indépendance très au sérieux et a joué dans l'ensemble un rôle constructif durant les guerres qui ont englouti ses voisins. Au cours des années 1990, elle a été un refuge sûr pour des centaines de milliers de réfugiés sierra-léoniens et libériens, semant ainsi sans le vouloir les germes qui ont engendré les combats qui ont débordé sur son territoire en 2000 et 2001. Charles Taylor a appris, au cours des années 1990, qu'il pouvait opérer avec une relative liberté dans ses attaques contre le gouvernement libérien, à partir de refuges sûrs au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Il a également appris qu'il pouvait financer sa guerre en se ménageant un accès aux ressources naturelles - surtout le bois, au début de sa propre quête pour le pouvoir - et aux moyens de les exporter.

Taylor a encadré, formé et armé le RUF de la Sierra Leone, lui fournissant le même type de refuge sûr dont il avait lui-même joui et lui offrant un lieu de transit pour les exportations de diamants qui alimenteraient la guerre du RUF et ses propres ambitions. C'est exactement la même approche qui a été appliquée à la Guinée. Les rebelles - que certains croyaient être au départ des Guinéens, mais qui étaient en fait surtout des membres sierra-léoniens du RUF - ont attaqué outre-frontière, faisant une feinte vers le nord à Forecariah et se déplaçant ensuite résolument vers l'est, pour arriver à 100 kilomètres des régions diamantifères du pays. Comme au Libéria et en Sierra Leone, l'objectif économique était double : priver un gouvernement légitime des recettes dont il aurait besoin pour riposter et obtenir l'accès aux ressources qui envenimeraient le conflit.

Il y a 10 ans, le théoricien militaire Martin van Creveld avait prédit l'apparition de ce type de « seigneur de la guerre ». Dans *The Transformation of War*, il soutient que la notion traditionnelle de guerre - qui, selon le célèbre postulat de Clausewitz, est la poursuite de la politique par d'autres moyens - perdrait tout son sens en raison de l'émergence de bandits à titre de politiciens - « des bandes de voyous ne cherchant que leur propre avantage ». Des groupes criminels, réunissant ce qui passe pour des fonctions militaires et économiques, et faisant fi des règles normales ou de la constitution d'un soutien politique

local, transformeront « des sociétés entières en un chaos sanglant ». Cela mènera à son tour à l'oblitération des « frontières nationales » alors que « des organisations rivales se pourchasseront les unes les autres en les traversant<sup>35</sup>. »

Ce document porte sur l'aventurisme dangereux d'un tel « groupe » - mené par Charles Taylor - et sur le rôle joué par les diamants dans la catastrophe humanitaire connexe. Ayant presque détruit le Libéria et la Sierra Leone, Charles Taylor étend maintenant son champ d'activités. La Guinée, riche en minéraux mais appauvrie, qui partage de longues frontières avec le Libéria et la Sierra Leone, a été une cible logique. Le phénomène Taylor - un seigneur de la guerre criminel à titre de politicien - ne devrait pas être confondu avec le coloré « bandit social » décrit par Hobsbawm. Au lieu d'agir comme un Robin des Bois, résistant « à l'empiètement du pouvoir de l'autorité et du capital extérieur<sup>36</sup> », Taylor a délibérément semé la terreur et la destruction dans le simple but d'accumuler de la richesse et d'obtenir du pouvoir. Michael Klare présente un argument plus englobant au sujet de la « nouvelle géographie du conflit » où les « lignes de faille » qui mèneront au conflit ne seront ni l'ethnie, ni la religion, ni les idéologies, mais la concurrence pour des minéraux précieux et d'autres denrées d'exportation. « Les guerres internes pour des denrées d'exportation précieuses, écrit Klare, ont produit une nouvelle géographie du conflit, une cartographie présentant une nouvelle configuration où les mouvements des ressources plutôt que les divisions politiques et idéologiques constituent les principales lignes de faille<sup>37</sup>. »

On peut tirer quelques leçons des incursions en Guinée et des événements connexes :

- Bien que Charles Taylor compte certainement des ennemis, dont bon nombre sont en Guinée, les attaques de la fin de 2000 et du début de 2001 avaient comme cible les ressources économiques tout autant qu'autre chose. La dynamique réaction de la Guinée représentait un effort en vue de ne pas répéter les erreurs de la Sierra Leone, qui avait tardé à réagir aux incursions du RUF en 1991.

- Les fréquents propos tenus par Charles Taylor au sujet d'un « Grand Libéria », bien qu'incohérents et inconséquents, comportent très certainement des ambitions économiques aussi bien que politiques et géographiques<sup>38</sup>.
- L'écart entre les exportations officielles de diamants de la Guinée et la réception de diamants guinéens ailleurs dans le monde met en évidence la contrebande et la faiblesse de la réglementation tant en Guinée que dans les pays importateurs. La faiblesse de la réglementation est une invitation aux prédateurs.
- Les diamants ne sont que l'une des ressources naturelles à exploiter en Guinée. Le bauxite et l'or offrent des occasions supplémentaires à ceux qui contrôlent le territoire où sont situées les mines. Mais les diamants se sont avérés un moyen d'échange extrêmement portable et de grande valeur, offrant une cible de choix à être exploitée par les prédateurs économiques et politiques.

Les constatations présentées dans ce document donnent lieu à certaines recommandations :

- On devrait encourager la Guinée à mettre un terme à son soutien militaire aux dissidents libériens.
- Les sanctions imposées par l'ONU au Libéria devraient demeurer en vigueur et être resserrées dans toute la mesure du possible, jusqu'à ce que le gouvernement du Libéria cesse d'appuyer la terreur et la déstabilisation dans la région.
- On devrait appuyer de deux façons le nouveau système de certification des diamants de la Guinée : par une aide technique, pour le rendre aussi efficace que possible, et par une reconnaissance, de la part des pays importateurs, que seuls des diamants certifiés par le gouvernement de la Guinée seront importés à partir de ce pays.
- On peut prévenir de plusieurs façons la contrebande : au moyen de meilleurs services policiers et de l'adoption de mesures de dissuasion; et en versant de meilleurs prix aux mineurs artisans et en créant d'autres mesures d'incitation pour que ceux-ci respectent la loi.

- Le plus vaste système de certification intergouvernemental qui fait actuellement l'objet de discussions dans le cadre du « Processus de Kimberley » doit être mené à terme aussitôt que possible et doit comprendre des mécanismes efficaces de surveillance internationale pour veiller à ce que les diamants produits en Guinée et dans des pays comme la Guinée ne soient pas contaminés par des diamants de guerre qui entrent dans le système légitime en raison de la porosité des frontières et d'un manque de réglementation ailleurs.

En répliquant aux envahisseurs, le gouvernement de la Guinée a peut-être mis un terme au conflit actuel à l'intérieur de ses frontières. Les diamants demeurent toutefois un atout régional et un problème régional. En l'absence de contrôles nationaux, régionaux et internationaux sur les diamants, la crise, ou le potentiel de crise, demeurera. L'adoption par la Guinée d'un mécanisme de certification semblable à celui de la Sierra Leone est un pas dans la bonne direction. Il faut faire de même en Côte d'Ivoire. Les sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU au Libéria sont également un pas dans la bonne direction, bien que seul le temps nous dira si elles ont eu l'effet souhaité sur le gouvernement de Charles Taylor. Il faut imposer des interdictions semblables à celles qui frappent les diamants libériens aux exportations de diamants de pays voisins qui ne produisent pas de diamants - tels que la Gambie, qui est devenue le principal entrepôt de diamants de contrebande provenant de la Sierra Leone, de la Guinée et d'ailleurs.

En bout de ligne toutefois, les approches fragmentées ne suffiront pas. Les diamants ne sont pas la cause de la tragédie humaine que vit l'Afrique de l'Ouest et de son instabilité croissante, mais ils l'alimentent énormément. Tant qu'il n'y aura pas de possibilités économiques et de justice pour tous, la vulnérabilité de l'Afrique de l'Ouest aux prédateurs et à la guerre demeurera. Un élément restreint mais important de la solution est le système mondial proposé de certification des diamants bruts, assorti de mécanismes internationaux et indépendants d'inspection et de surveillance. En attendant, les diamants demeureront une force de déstabilisation partout dans la région.

# Notes

---

<sup>1</sup> Ce document est issu de deux voyages de l'auteur sur le terrain, en Guinée, en mars et avril 2001, y compris des visites sur la scène des combats et de la destruction, et des entrevues approfondies avec les combattants de toutes les parties, des journalistes, des diplomates, des étudiants, des réfugiés, des travailleurs humanitaires et des activistes de la société civile. Ian Smillie, directeur de collection, a effectué un voyage semblable en Guinée ainsi que dans la région de la frontière libérienne en mai 2001.

<sup>2</sup> Le rapport pénétrant du groupe d'experts de l'ONU sur la Sierra Leone (Rapport du groupe d'experts créé par la *Résolution 1306 (2000) concernant la Sierra Leone, Conseil de sécurité de l'ONU, document S/2000/1195, décembre 2000*) mentionne une attaque précédente du RUF, au milieu de 2000, contre la ville frontalière de Pamelap, en Guinée, qui aurait constitué prétendument une revanche à l'endroit des officiers militaires guinéens qui auraient tromper les rebelles du RUF dans des échanges de diamants pour des aliments. Ce compte rendu a des airs de déjà vu : les premières incursions du RUF en Sierra Leone, en mars 1991, contre les villes frontalières de Bomaru et de Sienga, auraient été le travail des rebelles libériens de Charles Taylor, qui se vengeaient d'avoir été trompés par des officiers militaires sierra-léoniens après une transaction unique concernant des biens pillés. Ces attaques pourraient bien avoir été d'ordre tactique, visant à mettre à l'épreuve la volonté et la force des militaires des deux pays.

<sup>3</sup> *Guardian Weekly*, 1-7 mars 2001.

<sup>4</sup> *BBC Focus on Africa*, avril-juin 2001.

<sup>5</sup> Human Rights Watch, « Refugee Women in Guinea Raped, Government Incites Attacks on Sierra Leonean and Liberian Refugees; UNHCR Must Act, » New York, le 13 septembre 2000.

<sup>6</sup> La Guinée appauvrie avait, pendant plusieurs années, accueilli au moins 40 000 réfugiés de la

Sierra Leone et du Libéria, et contribué de manière importante à la force d'intervention de l'Afrique de l'Ouest, l'ECOMOG, qui a combattu à la fois au Libéria et en Sierra Leone pour mettre un terme aux rebellions.

<sup>7</sup> Kourouma, J.B., « Attaques rebelles : vers une Congolisation? » *L'Indépendant*, 15 mars 2001.

<sup>8</sup> *L'Express*, 1er mars 2001.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Africa Confidential*, 26 janvier 2001.

<sup>12</sup> Voir la note 2, ci-dessus

<sup>13</sup> On trouvera l'histoire du CAST dans David E. Koskoff, *The Diamond World*, Harper & Row, New York, 1981; dans Peter Greenhalgh, *West African Diamonds 1919-1983: An Economic History*, Manchester University Press, Manchester, 1985; et dans Edward Wharton-Tigar, *Burning Bright*, Metal Bulletin Books, Worcester Park, Surrey, 1987. En 1972, le Ghana a nationalisé 55 p. 100 de CAST et la société a été réduite à l'insignifiance. Le Selection Trust a été racheté par BP en 1980 et son nom a disparu.

<sup>14</sup> Greenhalgh, *op. cit.*, p. 52. Cette stratégie devait devenir la marque de commerce de la Selection Trust, la société mère de CAST.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>17</sup> Ungar, Sanford J., *Africa: The People and Politics of an Emerging Continent*. Simon and Schuster Inc., New York, 1989, p. 358. Voir aussi Adamolekun, Ladipo, *Sekou Touré's Guinea: An Experiment in Nation Building*, Methuen & Co. Ltd., Londres, 1976. Le vandalisme a été d'autant plus

- remarquable que les Français n'ont laissé à la Guinée, une de ses plus riches colonies africaines, que trois diplômés universitaires.
- <sup>18</sup> Greenhalgh, *op. cit.*, p. 157. Le terme « masta » donne à croire que de nombreux mineurs guinéens avaient travaillé légalement en Sierra Leone et avaient rapporté avec eux le terme anglais.
- <sup>19</sup> *Ibid.*, p. 157.
- <sup>20</sup> Koskoff, *op. cit.* Koskoff explique pourquoi, dans le cas présent, on préférerait Koidu au Libéria : « Koidu est située sur une route pratique qui la relie à la région diamantifère de la Guinée; elle est plus près de la Guinée que Monrovia, où les Guinéens se rendraient autrement; il y a plus d'acheteurs - et donc plus de concurrence - à Koidu qu'à Monrovia; et les Libanais de Koidu ont la permission officielle officieuse (ou officieuse officielle) de payer les pierres en dollars US... Bon nombre des négociants de Koidu finissent par faire entrer les pierres en contrebande à Monrovia, surtout pour obtenir des dollars avec lesquels acheter davantage de pierres guinéennes. » p. 88-89.
- <sup>21</sup> Treitlein, V.A., « Sector Report: Diamonds, Republic of Guinea, » Conakry, s.d. (ca. 1999, 2000).
- <sup>22</sup> Code des investissements de la République de Guinée (Publications du gouvernement, Conakry, 1998). Pour une discussion des répercussions de la prise de pouvoir par Conté sur le climat des affaires ainsi que sur le climat politique et social, voir Mylene Remy, *La Guinée aujourd'hui* (Les Editions Du Jaguar, Conakry, 1999), une publication glacée de 88 pages destinée surtout au tourisme mais présentant de manière incisive l'histoire et le régime politique de la Guinée.
- <sup>23</sup> Selon son site Web, Trivalence Mining Corporation est propriétaire de ses actions dans ARETOR ainsi que de ses permis d'exploration au Botswana par l'entremise de ses filiales à part entières, First City Mining Ltd. et Pioneer Mining N.V., qui détiennent 85 p. 100 d'ARETOR FCMC S.A., une société guinéenne qui, à son tour, est propriétaire à 100 p. 100 de la concession d'ARETOR. Parmi les filiales à part entière de Trivalence mentionnons Anglo-Canadian Mining Corporation et Fraser Mining Corporation, qui détiennent une part de 60 p. 100 de la North American Mining Corporation (PTY) Ltd. Le PDG de Trivalence est Lutfur Rahman Khan, qui a été impliqué dans une grande variété d'entreprises du secteur pétrolier et gazier : Constellation Oil and Gas, Pacwest Resources, Larnite Capital Corporation et Arakis Energy Corporation. Arakis a été un joueur de premier plan au Soudan jusqu'en 1998, lorsque Talisman Energy a racheté ses activités dans ce pays.
- <sup>24</sup> Mobbs, Philip M., « The Mineral Industry of Guinea, » United States Geological Survey, Washington, 1998.
- <sup>25</sup> Rapport du groupe d'experts..., *op. cit.*, p. 9.
- <sup>26</sup> Dans *Guinéeoscope : La Guinée à l'aube du troisième millénaire*, Conakry, 1998.
- <sup>27</sup> Adamolekun, *op. cit.*, p. 1.
- <sup>28</sup> Mazrui, Ali et Tidy, Michael, *Nationalism and New States in Africa from 1935 to the Present*, Londres, Heinemann, 1984, p. 289-290.
- <sup>29</sup> Andrain, Charles F., « The Political Thought of Sekou Touré », dans René Lamarchand, Kenneth W. Grundy et Charles Andrain, *African Political Thought: Lumumba, Nkrumah and Touré*, Denver, University of Denver Publications, 1968, p.101-137.
- <sup>30</sup> *Africa Confidential*, 26 janvier 2001.
- <sup>31</sup> Le United Liberation Movement of Libéria for Democracy (ULIMO) est une armée de factions libérienne constituée pour la première fois en Sierra Leone au début des années 1990 à titre de force anti-Talyor. Elle était dirigée par Alhaji Kromah et Roosevelt Johnson. Les deux dirigeants ont par la suite perdu la faveur des troupes et le gros de l'armée s'est rangé sous Kromah. Kromah est Madigain, comme la majorité des combattants de l'ULIMO, et entretient des relations étroites avec la Guinée et son président, Lansana Conté. Après

l'élection de Charles Taylor à la présidence du Libéria, en 1997, la force, qui s'était tout d'abord conformée à un programme de démobilisation ordonné par l'ONU, s'est retirée en Guinée invoquant de multiples violations - par les forces de Taylor - de l'accord d'Abuja, qui avait mis un terme à la guerre au Libéria. L'ULIMO est récemment réapparu sous la forme des Liberians United for Reconciliation and Development (LURD), comptant largement sur l'appui de nombreux autres mouvements d'opposition libériens.

<sup>32</sup> Entrevue de l'auteur avec J. Laveli Supuwood, membre supérieur du LURD (Abidjan, mai 2001) et plusieurs journalistes qui ont visité le Libéria au début de 2001.

<sup>33</sup> Entrevue de l'auteur avec l'ancien commandant de l'armée britannique en Sierra Leone, le brigadier Jonathon Riley, Freetown, avril 2001.

<sup>34</sup> *Africa Confidential*, 9 mars 2001; entrevues de l'auteur à Freetown et Conakry.

<sup>35</sup> van Creveld, Martin, *The Transformation of War*, Free Press, New York, 1991, p. 225.

<sup>36</sup> Hobsbawm, Eric, *Bandits*, Weidenfield & Nicholson, Londres, 2000, p. 9.

<sup>37</sup> Klare, Michael, « The New Geography of Conflict, » *Foreign Affairs*, Vol. 80, No. 3, mai/juin 2001, p. 49-61. Voir aussi le récent livre de Klare intitulé, *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*, Henry Holt and Company, New York, 2001.

<sup>38</sup> Pour une discussion du « Grand Libéria », voir Stephen Ellis, *The Mask of Anarchy*, Hurst and Company, Londres, 1999.

le projet sur les  
**diamants**  
et la **sécurité**  
humaine

L'auteur tient à remercier les nombreuses personnes en Guinée et en Sierra Leone qui ont fourni conseils, soutien logistique et renseignements, ainsi que les informateurs et les lecteurs des versions préliminaires en Afrique, en Amérique du Nord et en Europe.

(c) Partenariat Afrique Canada, octobre 2001

ISBN 0-9689816-2-3

**Conception graphique:** SUM Incorporated

**Traduction de l'anglais:** Pierre Chagnon

**Partenariat Afrique Canada**

323, rue Chapel

Ottawa (ON) K1N 7Z2 Canada

[www.partenariatafriquecanada.org](http://www.partenariatafriquecanada.org)

**International Peace Information Service**

<http://users.skynet.be/ipis/mainuk.htm>

**Network Movement for Justice and Development**

[www.nmjd.f2s.com](http://www.nmjd.f2s.com)

Also available in English

Le projet sur les diamants et la sécurité humaine est appuyé par le Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T MacArthur Foundation, l'Agence canadienne de développement international, le Department for International Development de Grande-Bretagne, l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, le Centre de recherches pour le développement international, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, le Fonds pour la justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile, Inter Pares, CUSO, Terre sans frontières, le Centre canadien d'étude et de coopération internationales et plusieurs autres organismes.